



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection des  
Populations de la Drôme  
Service protection de l'environnement

Valence, le 17 janvier 2017

Dossier suivi par : Sylvie BÉOLET  
Tél. : 04 26 52 21 61  
fax : 04 26 52 21 62  
mail : ddpp@drome.gouv.fr

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2017019-0001**

### **PORTANT MISE EN DEMEURE**

### **AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**à l'encontre de la SARL Dame-Blanche dont l'élevage de volailles de chair est  
situé quartier Les Perrines à Chabeuil**

**Le Préfet de la DRÔME  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme national d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional n°14-144 du 15 juillet 2014 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Rhône-Alpes ;

**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°26/97 du 17 février 1997 valant reconnaissance du droit acquis et délivré à l'EARL de la Dame Blanche pour sa prise en charge de l'élevage précédemment exploité par Mme GUYON Renée composé d'un bâtiment de 1660 m<sup>2</sup> pour 11500 dindes soit 34500 animaux équivalents situé quartier Perrines à CHABEUIL et d'un autre bâtiment de 800 m<sup>2</sup> pour 5800 dindes soit 17400 animaux équivalents situé quartier Gouvernaux à CHABEUIL ;

**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°27/97 du 17 février 1997 délivré à l'EARL de la Dame Blanche relatif à sa prise en charge de l'élevage de 14000 dindes, quartier Fonlard soit 42000 équivalents animaux, dans un bâtiment de 1980 m<sup>2</sup> auparavant exploité par GUYON Christian, sur la commune de CHABEUIL ;

**VU** le récépissé de déclaration n°92/97 du 18 septembre 1997 délivré à l'EARL de la Dame Blanche relatif à sa prise en charge de deux bâtiments d'élevage avicole de 500 m<sup>2</sup> pour une capacité de 3250 dindes chacun soit un total de 19500 animaux équivalents, auparavant exploité par M. BERNE André, quartier Souffledet sur la commune de CHABEUIL ;

**VU** le récépissé de déclaration n°17/09 du 10 février 2009 de cessation partielle d'activité délivré à l'EARL Dame Blanche relative à l'arrêt définitif du bâtiment d'élevage situé quartier Les Gouvernaux à CHABEUIL et à la poursuite de l'exploitation du bâtiment de 1660 m<sup>2</sup> situé aux Perrines pour une capacité de 34500 animaux équivalents ;

**VU** l'arrêté préfectoral régional n° 14-88 du 14/05/2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Rhône-Alpes ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'élevages relevant du régime de l'autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral de prescriptions techniques n°10-3272 du 9 août 2010 délivré à l'EARL Dame Blanche pour l'exploitation de 4 bâtiments permettant d'élever 96 000 animaux-équivalents sur la commune de Chabeuil concernant notamment la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la Direction Départementale de la Protection des Populations de la Drôme en date du 11 décembre 2015 suite à la visite de l'élevage du 20 octobre 2015 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 décembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**VU** le courrier du 24 mai 2016 précisant à la SARL Dame Blanche les échéances pour remédier aux faits contraires aux prescriptions applicables relevés sur son exploitation ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission de la lettre de rappel ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite en date du 20 octobre 2005, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté des faits constituant un manquement aux dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement ainsi qu'à celles des articles 1.2, 3, 5.1, 9, 18.2, 18.3, 20.2, 39 de l'arrêté préfectoral de prescriptions techniques n°10-3272 du 9 août 2010 susvisé et de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé ;

**CONSIDERANT** que la SARL Dame Blanche n'a pas mis en place aux échéances attendues les moyens permettant de mettre son installation en conformité avec la réglementation en vigueur ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL Dame Blanche de respecter l'article R512-33 du code de l'environnement et les dispositions des articles 1.2, 3, 5.1, 9, 18.2, 18.3, 20.2, 39 de l'arrêté préfectoral de prescriptions techniques n°10-3272 du 9 août 2010 susvisé et de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : La SARL Dame Blanche est mis en demeure de :

- déclarer la modification de son installation classée (par la mise en place de bâtiments mobiles) à l'aide du formulaire CERFA n° 15272\*02. Cette modification sera actée sans augmentation de l'effectif actuellement autorisé ;
- déclarer le changement d'exploitant (la SARL Dame blanche au lieu de l'EARL Dame Blanche) à l'aide du formulaire CERFA n° 15273\*02 ;
- entretenir les abords de l'exploitation ;
- mettre les extincteurs en place dans les bâtiments d'élevage et près de la cuve à fuel ;
- rédiger et afficher les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement ;

- établir un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion recensées par l'exploitant ;
- installer un compteur au niveau de chaque forage ;
- compléter la protection du forage de Fonlard avec une margelle bétonnée de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de la tête du forage et de 0,3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel ;
- apporter les justificatifs de la conformité réglementaire du puits utilisé pour le site des Perrines ;
- mettre en conformité les deux bâtiments quartier Souffledet vis à vis des prescriptions applicables aux élevages relevant de la directive IED et vis à vis des prescriptions relative à la protection externe incendie (ou à défaut déclarer la fermeture définitive de ces bâtiments) ;
- mettre en œuvre les modalités définies par l'arrêté ministériel du 19/12/2011 et par l'arrêté préfectoral régional du 15 juillet 2014 et fournir à l'inspection de l'environnement une copie du plan prévisionnel de fumure 2016-2017 et du cahier d'épandage 2015-2016 ;

**au plus tard 60 jours après la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus aux articles R.514-3-1 et R.515-27 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**ARTICLE 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme et le Directeur de la Protection des Populations, le maire de la commune de Chabeuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Fait à Valence, le 17 janvier 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet, par délégation  
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU